

## **Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, nous mettons en péril notre prospérité, notre compétitivité et notre capacité d'innovation.**

*par Michael Graber, chef de campagne et Conseiller national, Brig-Glis (VS)*

Mesdames, Messieurs,  
Chères et chers représentants des médias,

En tant que responsable de la campagne, j'ai le plaisir de vous saluer à l'occasion de cette conférence de presse. **Le 19 janvier 2023, nous avons déposé près de 104'000 signatures contre la loi coûteuse et mensongère sur le gaspillage de l'électricité.** Le référendum, qui a clairement abouti, montre clairement que le sujet est brûlant et que les gens en ont assez de la mise sous tutelle croissante de l'État via une politique énergétique aveugle et idéologique, qui n'apporte guère d'avantages, mais qui entraîne des coûts et des risques élevés.

L'UDC avait récolté seule et en un temps record **plus du double des signatures nécessaires.** Entre-temps, de plus en plus de représentants d'autres partis ainsi que d'importantes associations de propriétaires, de l'hôtellerie et de l'économie se sont ralliés au camp du non. Le 18 juin, le peuple suisse aura donc le dernier mot sur cette loi coûteuse et mensongère sur le gaspillage de l'électricité.

Nous avons opté pour le titre très clair et pertinent de « **loi sur le gaspillage de l'électricité** » pour parler de cette loi, car il résume parfaitement le cœur du problème et le met en évidence. En effet, **en acceptant ce projet, nous ne changerions rien au climat, mais beaucoup à l'approvisionnement en électricité et aggraverions ainsi une situation déjà très tendue. Nous sommes déjà confrontés à une grave pénurie d'électricité,** malgré l'utilisation d'énergies fossiles comme l'essence, le diesel et le pétrole, et bien que quatre centrales nucléaires soient (encore) en service. Le remplacement des sources d'énergie fossiles entraînerait une augmentation massive des besoins en électricité. La conduite automobile et le chauffage ne seraient plus possibles qu'à l'électricité. Selon les estimations, cette décarbonisation nécessiterait d'ici 2050 environ deux fois plus d'électricité qu'aujourd'hui. Il ne faut pas non plus négliger d'autres facteurs importants comme la numérisation et la croissance démographique et économique.

Comme vous pouvez le constater, nous avons opté pour **deux sujets d'affiches différents.** Le comité interpartis s'engage en faveur du NON avec une tête de **prise électrique épuisée et personnifiée,** mettant ainsi l'accent sur l'approvisionnement en électricité. Celle-ci deviendrait non seulement rare, mais aussi extrêmement chère. Mon parti, l'UDC, a opté pour un langage visuel clair et net, **un poing rouge qui détruit beaucoup de choses : les voitures à essence et les chauffages au mazout mais aussi les vacances, la prospérité et la sécurité énergétique.** Cette campagne a pour but d'illustrer les différentes conséquences qu'aurait une acceptation de la loi sur le gaspillage de l'électricité : **Des interdictions de facto à l'extinction inéluctable des feux, en passant par les coûts qui menacent l'existence même de la population.**

L'utilité de cette loi n'est pas seulement discutable, elle est aussi inexistante dans les faits : le climat se joue à l'échelle mondiale. Or, la Suisse n'est responsable que d'un millième des émissions de CO<sub>2</sub> dans le monde. **A titre de comparaison, la Chine émet autant de CO<sub>2</sub> en un jour que la Suisse en une année entière ! La loi sur le gaspillage de l'électricité n'apporte rien au climat.**

Nous ne devons pas mettre en péril notre prospérité, notre compétitivité et notre capacité d'innovation et c'est pourquoi il faut rejeter massivement la loi sur le gaspillage de l'électricité le 18 juin.